

150ème ANNIVERSAIRE DE

LA COMMUNE DE PARIS

DES LEÇONS DE LA COMMUNE

PIERRE KOMOROV

pcrf-ic.fr

PCRF

Parti Communiste Révolutionnaire de France

INITIATIVE of Communist and Workers' Parties in order to study and elaborate European issues and to coordinate their activity

À l'occasion de ce 150ème anniversaire de la Commune, nombreux sont ceux qui vont s'émerveiller et écrire sur cette révolution si particulière puisqu'elle a eu lieu en France. Pourtant avec la domination générale actuelle du réformisme et du révisionnisme du marxisme, tous oublieront, minimiseront ou dénatureront ses enseignements scientifiques clairement exprimés par Marx, Lénine et Staline.

Karl Marx est sans doute l'homme dont les idées, devenues force matérielle, ont le plus contribué à transformer le monde. Sa pensée est à l'origine des révolutions socialistes et nationales-démocratiques qui ont conduit, au milieu du XXème siècle, à ce que un tiers de l'humanité vive libéré du capitalisme (après la 2ème guerre mondiale). De son vivant, Marx a pu déjà mesurer la justesse du développement de sa doctrine, avec la révolution de 1848, puis particulièrement avec la Commune, première révolution prolétarienne au monde.

La révolution socialiste russe d'Octobre 1917, la formation des démocraties populaires après la victoire de l'URSS et des insurrections nationales sur le fascisme, sont aussi son héritage et celui des enseignements tirés ou confirmés de la Commune, de la part de Marx, qui écrira "*La Guerre civile en France*", afin d'en exposer les caractéristiques et les leçons.

Les enseignements du marxisme ne sont nullement infirmés par la montée puis par la victoire de l'opportunisme et de la restauration capitaliste dans les Etats socialistes par des contre-révolutions bourgeoises ; au contraire, c'est bien l'oubli des principes marxistes de classe, qui permit la restauration du vieil ordre de rapines et d'exploitation.

Le combat pour continuer la Commune et Octobre 17 passe bien par la réappropriation par la classe ouvrière (y compris par le mouvement communiste de France ou ceux qui s'en réclament) du socialisme scientifique fondé par Marx et Engels, dont l'œuvre est indissociable de son ami et camarade.

Les leçons de la Commune ...

La Commune de Paris reste la page la plus marquante de l'histoire du mouvement ouvrier. Malheureusement, les dirigeants ouvriers français ont peu étudié cette période d'affrontements aigus, et ont traité de cette première forme de pouvoir ouvrier surtout sous l'angle des commémorations des martyrs de la Commune. On sait combien Lénine considérait l'étude exhaustive des évènements et des décisions de la Commune, du combat de classe mené par les communards, comme fondamentale, « *en apprenant de leurs défaites, les prolétaires sont à bonne école* »... jusqu'à aujourd'hui. Dans "*L'Etat et la Révolution*" par exemple, l'expérience de la Commune est en filigramme tout au long de l'ouvrage et plusieurs chapitres y sont dédiés.

1848 et ses conséquences

Au début de 1848, la monarchie constitutionnelle de Louis-Philippe mécontentait l'écrasante majorité de la population. La crise économique (mauvaises récoltes

successives, dont la pire en 1848, s'ajoutant à la maladie de la pomme de terre, donc difficultés du ravitaillement, et ce dans toute l'Europe) et le déficit financier de l'Etat constituaient la base matérielle de la colère des couches populaires. Les fractions bourgeoises écartées du pouvoir par "l'aristocratie financière" de la monarchie de juillet, comme le capital industriel, soutenaient les républicains bourgeois. Les républicains-bourgeois exigèrent une réforme du scrutin afin d'assurer une place ou la majorité au « parti industriel ». Louis-Philippe et son premier ministre Guizot refusèrent toute concession. Ce rejet, additionné au mécontentement, va engendrer de véritables journées insurrectionnelles à Paris. A la suite d'un incident au cours duquel la troupe tire sur la foule, Paris se soulève aux cris de "*Vive la République !*". La défection de la Garde Nationale, qui passe à l'insurrection, entérine l'abdication de Louis-Philippele 24 février 1848. *"La liberté, l'égalité et la fraternité pour principes, le peuple pour devise et mot d'ordre, voilà le gouvernement démocratique que la France se doit à elle-même, et que nos efforts sauront lui assurer",* proclame le gouvernement provisoire.

La révolution de 1848 s'est donc initiée sur le terrain démocratique pour déboucher sur la question sociale. La rue est tenue par le prolétariat, la bourgeoisie va recourir aux élections, et si les candidats à l'Assemblée Constituante se déclarent tous républicains, tous n'entendent pas prolonger la révolution politique par une révolution sociale. La bourgeoisie va parachever sa domination de classe en parvenant à faire rentrer toutes les classes possédantes (y compris les anciennes) dans le pouvoir politique. Malgré 400 barricades, 5 jours de terribles combats en finirent avec les ouvriers de l'Est de Paris et leurs espoirs sociaux. 3500 morts, 40000 prisonniers et déportés. Marx rend hommage à l'héroïsme et au courage des ouvriers de Paris, mais constate : *« Ce fut la bourgeoisie qui contraignit le prolétariat de Paris à l'insurrection de juin. De là, son arrêt de condamnation, ses besoins immédiats avoués, ne le poussaient pas à vouloir obtenir, par la violence, le renversement de la bourgeoisie. Il n'était pas encore de taille à accomplir cette tâche ».*

En 1848, les illusions existantes sur la république empêchent les révolutionnaires d'aller plus loin. Marx en donne une explication matérialiste historique et dialectique : le prolétariat en tant que classe est naissant, disséminé et en cours non achevé de devenir la classe motrice de la société.

Marx tire ainsi des enseignements décisifs pour les futures révolutions prolétariennes : « *Les ouvriers croyaient s'émanciper aux côtés de la bourgeoisie (...) Dès qu'une classe qui concentre en elle les intérêts révolutionnaires de la société s'est soulevée, elle trouve immédiatement dans sa propre situation, le contenu et la matière de son activité révolutionnaire : écraser ses ennemis, prendre les mesures imposées par les nécessités de la lutte, et ce sont les conséquences de ses propres actes qui la poussent plus loin. Elle ne se livre à aucune recherche théorique sur sa propre tâche. La classe ouvrière française n'en était pas encore à ce point, elle était encore incapable d'accomplir sa propre révolution* ».

On comprend dès lors « *que Paris ait cherché à faire triompher son intérêt à côté*

de celui de la bourgeoisie, au lieu de le revendiquer comme l'intérêt révolutionnaire de la société même et qu'il ait abaissé le drapeau rouge devant le drapeau **tricolore.** *»*- (mot en gras souligné par Marx, in *Les luttes de classes en France).*

« En faisant de son lieu funéraire le berceau de la République bourgeoise, le prolétariat força celle-ci à apparaître aussitôt sous sa forme pure comme l'Etat dont le but avoué est de perpétuer la domination du Capital, l'esclavage du travail ».

Marx démontre ainsi que la dictature du capital peut revêtir différentes formes : monarchie absolue et constitutionnelle, république aussi démocratique soit-elle, mais son essence est une.

« Les petits-bourgeois s'aperçurent avec effroi qu'en écrasant les ouvriers, ils s'étaient livrés pieds et poings liés à leurs créanciers ». Dès lors, la République bourgeoise pouvait s'adonner au "terrorisme bourgeois" pour museler le peuple-travailleur ».

« Ce n'est que trempé dans le sang des insurgés de juin que le drapeau tricolore est devenu le drapeau de la révolution européenne, le Drapeau rouge. La Révolution est morte : Vive la Révolution ! ».

Quelques mois avant l'insurrection était sorti le *Manifeste du Parti communiste* , et Marx indiquait à Engels qu'il devait offrir à la classe des opprimés l'oeuvre scientifique libératrice de toute une vie (et même plus que l'oeuvre de toute sa vie grâce à Engels qui en continua les derniers chapitres) : l'écriture du *Capital* fit jour comme une nécessité.

Dans la classe ouvrière en concentration et en renforcement politique, grandissait donc le mot d'ordre de *« renversement de la bourgeoisie ! Dictature de la classe ouvrière ! ».* La haine de classe apparait désormais au grand jour, mais il y a encore loin de la coupe aux lèvres pour se débarrasser des illusions démocratiques de la petite bourgeoisie républicaine.

Le contexte immédiat

Le prince Louis-Napoléon, neveu de Napoléon 1er, a été élu président en décembre 1848 et son coup d'Etat de 1851 est approuvé par le plébiscite du 20 décembre. Il sera même soutenu un temps par Proudhon. Une nouvelle Constitution présidentielle lui permet de rétablir l'Empire en 1852. Dès le début de la deuxième moitié du 19ème siècle, la Prusse développe puissamment son industrie ; le IIème Reich de Guillaume 1er et Bismarck envahissent la France en 1870, après que le gouvernement bourgeois impérial lui a déclaré la guerre. La France de 1870 a subi bien des changements économiques et politiques depuis la défaite ouvrière de 1848. Le bonapartisme s'est transformé selon la forte image de Marx de *« tragédie en farce ».*

« Napoléon le Petit » (V. Hugo) avait su capter et détourner l'attention d'une partie du prolétariat à coups de mensonges démagogiques. À partir de 1860, même la bourgeoisie d'affaires s'inquiète des guerres menées en Crimée et en Italie. Rothshild affirme "*Plus de paix, plus d'Empire !*" et désapprouve un traité de commerce avec l'Angleterre qu'il considère comme désavantageux face au capitalisme industriel anglais (plus avancé). Le régime manoeuvre donc, à travers quelques concessions politiques libérales dont s'emparent de nouveaux oppositionnels des bancs de l'Assemblée comme le jeune avocat Gambetta. La crise, la misère, l'autoritarisme, la guerre, seront finalement les étapes entremêlées de l'écroulement du Second Empire.

La guerre d'aventures avec la Prusse, voulue par Napoléon III, se termine par une catastrophe militaire. La France est occupée, Paris encerclée par les troupes de Bismarck, l'armée est en déroute. Le 4 septembre 1870, les ouvriers de Paris envahissent le corps législatif et proclament la République, tandis que l'essentiel du pouvoir d'Etat reste dans les mains de la bourgeoisie et d'un gouvernement dit de « Défense nationale ».

Le politicien bourgeois Jules Favre, dans une lettre à Gambetta - celui-ci faisant partie désormais du « gouvernement de Défense nationale », euphémisme bien dans la ligne de la bourgeoisie française qui a l'art de travestir la réalité -, écrit : *« Je ne me bats pas contre les Prussiens mais contre les travailleurs de Paris ».* C'est l'indice de ce que Marx pressent très rapidement : « *le gouvernement de la France par des prisonniers de Bismarck* » considère que la communauté d'intérêts des bourgeoisies française et allemande doit déboucher sur leur collusion armée contre le prolétariat. La rédition sans combat (trahison tenue secrète) du maréchal Bazaine à Metz, le long siège de Paris, puis l'échec des armées levées en Province par Gambetta, achèvent la mascarade militaire. Bismarck exige comme "condition de paix" des élections législatives dans un pays sous la botte ! L'armistice est proclamé le 28 janvier 1871 avec des élections dans un délai de trois semaines... Ce sont les représentants des grands propriétaires fonciers qui gagnent la majorité. Les élections d'une Assemblée nationale ont lieu le 8 février 1871, elle se réunira à Bordeaux. Les ruraux non prolétaires représentent 75% des électeurs et élisent une majorité royaliste. Thiers (le bourreau de la révolte des Canuts), populaire parce qu'il s'était opposé à la déclaration de guerre, est choisi par la bourgeoisie, propulsé "chef de l'exécutif et de l'Etat", il forme le gouvernement.

Le Paris prolétaire, épuisé par la disette et même la famine, conséquence de 5 mois de siège, va refuser cette trahison nationale.

Thiers incarne l'aile la plus réactionnaire de la bourgeoisie, et fédère grands propriétaires fonciers et capitalistes de toute nature. Son mandat est d'écraser, d'éliminer - selon ses propres termes - la « racaille », expression qui raisonne encore de nos jours...!

Le pouvoir bourgeois prend des mesures financières drastiques clairement dirigées contre le prolétariat et les pauvres : suppression du moratoire sur les effets de commerce, les loyers et les dettes. Rappelons que l'écrasante majorité de la

population est privée de ressources en raison de la guerre et du blocus de Paris. Thiers décrète de plus l'état de siège doublé de l'interdiction de la presse républicaine et socialiste. Les conditions de paix (dont la rançon et la perte de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine), ainsi que d'autres mesures comme la suppression de la solde de certains gardes nationaux ou la tentative de l'enlèvement des canons de Montmartre, contribuent à provoquer, le 18 mars 1871, un soulèvement à Paris. C'est le début de la Commune.

La troupe fraternise avec les insurgés, les généraux chargés de conduire la répression sont fusillés. Les autorités évacuent Paris et le Comité central de la Garde nationale s'installe à l'Hôtel de Ville. Thiers retranché à Versailles est soutenu par Bismarck qui fait vite libérer des prisonniers de l'armée française pour préparer la bataille décisive.

« A l'aube du 18 mars, Paris fut réveillé par ce cri de tonnerre : Vive la Commune ! ».

« *Le prolétariat (...) a compris qu'il était de son devoir impérieux et de son droit absolu de prendre ses destinées et d'en assurer le triomphe, en s'emparant du pouvoir* » (Journal officiel de la Commune - cité par Marx. *La guerre civile en France* Ed. Sociales 1946. Page 54).

Les caractéristiques de la Commune

On assiste donc à une dualité de pouvoir, les ouvriers et les couches populaires tiennent Paris, tandis le gouvernement réactionnaire bourgeois règne sans partage à Versailles.

La Commune constituait une alliance de classe entre le prolétariat et la petite-bourgeoisie urbaine, entre révolutionnaires prolétariens et démocrates républicains, mais à la différence de 1848, la classe ouvrière occupait une position dominante.

« *Travailleurs, ne vous y trompez pas* (c'est le comité central de la garde nationale qui parle, le 5 avril)*, c'est la grande lutte, c'est le parasitisme et le travail, l'exploitation et la production qui sont aux prises* » (Ib. Cité par Marx)

Certes, à côté de cet appel, il y eut toutes sortes d'analyses erronées des buts de la Commune. Certains y voyaient une résurgence des communes autonomes du Moyen-Âge ; d'autres, toujours victimes des illusions sur la République, espéraient la renaissance de la Commune jacobine de 1793, mais la majorité parlait de République sociale et même de République des prolétaires.

L'Internationale Ouvrière de Marx et Engels était certes minoritaire dans la Commune, cependant son influence dépassait son importance numérique, des militants de l'Internationale comme Eugène Varlin, Léo Frankel, Theisz, tous membres élus de la Commune. Marx fait remarquer à juste titre qu'une révolution en cours n'a pas le temps de théoriser, dans le feu de l'action, il lui faut répondre

avant tout aux tâches pratiques de la lutte.

« *C'est en général, le sort des formations historiques sociales entièrement nouvelles d'être prises à tort pour la réplique de formes plus anciennes et même mortes de la vie sociale, avec lesquelles elles peuvent avoir une certaine ressemblance* » (Ib. P.54)

La révolution communarde avait mis à jour une découverte sur la base de sa pratique, découverte que théorisera Marx et qui deviendra un axiome du marxisme-léninisme :

« *La classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine d'Etat et de la faire fonctionner pour son propre compte ».* Cet héritage fondamental de la Commune est inoubliable, même s'il fut souvent oublié en France.

La classe ouvrière doit briser l'appareil d'Etat bourgeois, ses organes de répression, son appareil judiciaire, pour lui substituer au cours de la Révolution, un « Etat de type nouveau » : le pouvoir du prolétariat et de ses alliés. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, l'Etat n'était plus l'instrument de l'oppression de la majorité par une minorité de possédants, mais l'organe de défense des intérêts de la majorité des travailleurs. La démocratie prolétarienne est la plus haute forme de démocratie.

Dans la Commune de 1871, ce nouveau type d'Etat va se manifester par les traits suivants, devenus critères généraux du pouvoir du prolétariat : les responsabilités étaient exercées par des militants ouvriers élus au suffrage universel, responsables de leurs actes et révocables à tout moment en cas de trahison de leur mandat. La division bourgeoise du pouvoir entre le législatif et l'exécutif tombe, à sa place se forme un corps unique agissant.

L'armée permanente de la bourgeoisie est supprimée et c'est le peuple en armes avec des officiers issus du prolétariat qui doit assurer la défense de la révolution.

Briser l'appareil d'Etat bourgeois signifie aussi rompre avec le bureaucratisme hérité de l'ancien régime. Les fonctionnaires étaient responsables devant la Commune et révocables s'ils trahissaient le mandat fixé.

Autre moyen de combattre le bureaucratisme : les dirigeants de la Commune et ses élus recevaient le salaire d'un ouvrier qualifié. L'appareil judiciaire fut renouvelé et pris le caractère d'une justice populaire avec l'élection des juges.

« *C'était là son véritable secret. C'était essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière, le produit de la lutte de classe des producteurs contre la classe des accapareurs, la forme politique à la fin découverte sous laquelle on pouvait réaliser l'émancipation économique du travail* » (K.Marx. Ib. Page 55)

La Commune, initiée sur le terrain démocratique et national, déboucha rapidement

sur un contenu social révolutionnaire : abolition du travail de nuit pour les ouvriers boulangers, suppression des amendes au travail, remise des entreprises aux associations ouvrières (forme de socialisation qui découlait du caractère exclusivement local de la Commune), annulation des dettes et impayés des loyers, séparation de l'église et de l'Etat avec confiscation des biens du clergé (à l'époque 40 % des immeubles et maisons).

Ajoutons le rôle essentiel joué par les femmes dans la lutte pour la Commune, non seulement par leur engagement direct (femmes soldats, élues, journalistes, infirmières, ambulancières, cantinières - plus d'un millier d'entre elles seront condamnées en conseil de guerre, tandis qu'au moins 4000 ont été tuées par les Versaillais et 20 000 blessées -), mais aussi par la mise en mouvement de multiples organisations de femmes, qui contribuèrent à faire avancer des revendications propres aux femmes travailleuses, et dont les effets furent immédiatement visibles en termes d'égalité réelle entre les femmes et les hommes (reconnaissance de l'union libre et divorce facilité, interdiction de la prostitution, égalité salariale, accès à l'éducation,...).

Là où les anarchistes réclamaient la destruction de l'Etat que les ouvriers venaient d'édifier, Marx définit la forme d'Etat nécessaire à l'émancipation du travail, au cas où la Commune serait parvenue à s'étendre à l'échelle de tout le pays. Beaucoup de communards se réclamaient d'une fédération décentralisée de type girondin, Marx était partisan d'un Etat centralisé régi par le centralisme démocratique, avec une large démocratie à la base et la centralisation dans l'application des décisions.

Le 21 mai, l'armée versaillaise, renforcée par les prisonniers français libérés par Bismarck et au nombre de 100 000 hommes, rentre dans Paris à 4 contre 1 communard. Du 21 au 28 mai va commencer ce qui est resté dans l'histoire comme le martyre des communards assassinés jusqu'aux murs du Père-Lachaise : la semaine sanglante. À part quelques tentatives révolutionnaires à Lyon, Marseille, Narbonne, Toulouse, Saint-Etienne, la province n'avait pas bougé. Thiers deviendra le premier président de la IIIème République (bourgeoise)…

« Qu'est-ce qu'un républicain (communard, ndlr) *? Une bête féroce… Allons, honnêtes gens ! Un coup de main pour en finir avec la vermine démocratique et internationale. »* Le Figaro.

« La victoire (…) eût été durable si, dès le lendemain (du 18 mars, ndlr)*, en masse, on fût parti pour Versailles où le gouvernement s'était enfui… la réaction eût été étouffée dans son repaire « (* Louise Michel. *La Commune*. Pages 141-142).

Marx partageait cette critique d'une des protagonistes les plus symboliques de la Commune. « *Par scrupule de conscience, on laissa passer le moment favorable* » (K.Marx. *Lettre à Kugelmann*. 12 avril 1871).

« *On ne voulut pas commencer la guerre civile, comme si ce « méchant avorton »*

de Thiers ne l'avait pas déjà commencée, en tentant de désarmer Paris » (K.Marx. *La guerre civile en France*. Page 80)

La Commune de Paris annonce l'entrée du capitalisme dans son lent déclin, sa phase ascendante est achevée ; le mérite historique de la Commune de Paris fut d'avoir réalisé la première révolution prolétarienne au monde, victorieuse durant 70 jours, d'avoir établi la première dictature du prolétariat.

La conclusion de Marx à son ouvrage *La guerre civile en France* est l'hommage le plus vibrant que l'on puisse adresser à la Commune : « *Le Paris ouvrier, avec sa Commune, sera célébré à jamais comme le glorieux fourrier d'une société nouvelle. Le souvenir des martyrs est conservé pieusement dans le grand cœur de la classe ouvrière. Ses exterminateurs, l'histoire les a déjà cloués à un pilori éternel, et toutes les prières de leurs prêtres n'arriveront pas à les en libérer ».*

Des enseignements pour le communisme : un Parti, des alliances de classes, la dictature du prolétariat, un Etat prolétarien

En août 1927, dans un discours devant le Comité central qui dénonce l'opposition trotskiste repoussant la nécessité d'étudier l'expérience historique, Staline dit : « *Est-ce que la révolution d'un pays n'apprend pas quelque chose auprès des révolutions des autres pays, quand bien même ces révolutions ne sont pas du même type ? En quoi donc consiste alors la science de la révolution ?* ».

Lénine disait que les révolutionnaires sont à bonne école quand ils tirent les leçons de leur défaite. Parmi les erreurs, dont certaines découlaient du caractère inédit d'une révolution ouvrière au pouvoir, il faut retenir tout d'abord le refus de l'offensive continue (en période de bataille révolutionnaire). Lénine a démontré que lorsqu'une révolution n'est pas consolidée, tout atermoiement et toute hésitation peuvent conduire à la perte de la révolution. Marx reprocha à juste titre aux communards d'avoir fait preuve de trop de mansuétude à l'égard de leurs ennemis de classe, qui eux n'eurent pas ces scrupules. Marx insiste sur l'assaut de Versailles « au bon moment ». Autre facteur négatif, mais à caractère objectif, l'absence de liaison avec la campagne qui empêcha l'extension de la Commune, en dehors de quelques villes, à tout le pays. Troisième erreur, l'initiative des masses était en partie détournée par les combats entre les divers partis ou associations de la Commune, il manquait une ferme direction révolutionnaire reconnue des travailleurs. Marx et Engels, tirant les leçons de cet état de fait, feront adopter une résolution au congrès de l'Internationale Ouvrière, en septembre 1871 à Londres : « *Contre le pouvoir uni des classes dominantes, le prolétariat ne peut agir en tant que classe qu'en s'organisant en un parti politique distinct opposé à tous les vieux partis créés par les classes possédantes* » et « *l'organisation du prolétariat en un parti politique est indispensable pour assurer la victoire de la révolution sociale et pour lui faire atteindre son objectif final : l'abolition des classes* ». Plus tard, après la victoire de la Révolution socialiste d'Octobre 17, Staline, rendant hommage aux communards, écrira « *C'est par là que la Révolution d'octobre diffère avantageusement de la révolution de 1871 en France, où deux partis, dont aucun*

ne peut être appelé parti communiste, se partageaient la direction de la révolution » (Staline, Les questions du léninisme Ed.1946 tome 1 page 103). Ceci n'empêchera pas une tendance lourde, dans le socialisme en France, à se subordonner aux forces « républicaines » ou « démocratiques », à concilier au sommet avec les partis bourgeois ou petits-bourgeois. Aujourd'hui encore, nous trouvons les formes renouvelées de ces déviations, quand sont lancés des appels à voter pour les « Proudhon d'aujourd'hui », Mélenchon ou Roussel (ceci n'étant que la partie visible de l'iceberg), quand le mouvement communiste de France ou ceux qui se revendiquent communistes continuent à hésiter dans la construction d'un Parti et se réfugient dans l'opposition du parti social-démocratisé PCF, dans « un pied dedans un pied dehors », dans des formes d'organisations associatives ou multi-cartes. Tout cela est faire fi de la Commune que pourtant tous vont célébrer…

« Pour qu'une révolution sociale puisse triompher, deux conditions au moins sont nécessaires : le niveau élevé des forces productives et la préparation du prolétariat. Mais en 1871, ces deux conditions faisaient défaut » (Lénine, A la mémoire de la Commune. Bureau d'éditions. 1931. Page 121).

La Commune, même si elle n'employa jamais cette expression pour désigner son action, fut la première expérience de dictature du prolétariat. Ce concept, avant de devenir une réalité matérielle, fut découvert par Marx, dès 1852. Dans sa correspondance avec Weydemeyer, Marx déclare : « *Ce que j'ai fait de nouveau, ce fut de démontrer (...) que la lutte de classe conduit nécessairement à la dictature du prolétariat. Que cette dictature elle-même ne constitue que la transition à l'abolition de toutes les classes et à la société sans classes. »* (Cité par Le Dictionnaire critique du Marxisme. Ed. PUF.1981. Page 267). En 1926, Staline donne une définition de la nature de la Commune de Paris en tant que dictature du prolétariat, mais dictature incomplète et fragile, exprimant avec justesse le caractère de classe et l'originalité de la situation du gouvernement parisien de 1871, qui a combattu la contre-révolution bourgeoise et féodale et s'est appuyé sur les prolétaires et semi-prolétaires armés de la capitale, mais qui n'avait pas une direction juste incarnée par un Parti communiste et ne bénéficia pas du soutien de la paysannerie. Dans « La révolution d'octobre et la tactique des communistes russes », Staline écrit : *« La question des masses laborieuses de la petite bourgeoisie citadine et rurale, la question de la conquête de ces masses aux côtés du prolétariat est une question capitale de la révolution prolétarienne. A qui le peuple-travailleur de la ville et de la campagne donnera-t-il son appui dans la lutte pour le pouvoir, à la bourgeoisie ou au prolétariat ? - Le sort de la révolution, la solidité de la dictature du prolétariat, en dépendent. Les révolutions de 1848 et de 1871 en France échouèrent surtout parce que les réserves paysannes se sont trouvées du côté de la bourgeoisie. »*. À l'inverse, des marxistes proclamés comme Kautsky arrivent à la conclusion que les couches moyennes et avant tout, la paysannerie, constituent pour ainsi dire les ennemis innés de la révolution ouvrière et en déduisent que la révolution prolétarienne n'est possible que quand le prolétariat deviendra la majorité de la nation…

Au final, les opportunistes ne retinrent de la commune qu'une manifestation de

« démocratie pure », ce que fit Kautsky, le principal théoricien de la IIème Internationale. Engels, dans sa préface à la troisième édition de *La guerre civile en France*, en mars 1891, donc vingt ans plus tard, défend les vues de son camarade de combat : *« Le philistin social-démocrate entre une fois de plus dans une terreur sacrée au mot de dictature du prolétariat, allons bon, voulez-vous savoir, messieurs, de quoi cette dictature a l'air ? Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat » (Ib.page 19).* Quant aux anarchistes de l'époque, ils accusent sans gêne les marxistes de rejeter les actions révolutionnaires violentes, alors que justement Marx et Engels parlent de peuple en arme et d'erreur des communards quand ils refusent de marcher immédiatement sur Versailles. Sans doute les anarchistes veulent-ils parler des politiques d'attentats individuels qu'ils pratiqueront avant d'en constater l'échec et de se réfugier dans la tactique de s'insérer politiquement dans les syndicats, ce qu'ils feront avec le succès anarcho-syndicaliste que l'on connait (et ses dégâts pour le rôle politique de la classe ouvrière). Les anarchistes ajoutent que l'idée marxiste de dictature du prolétariat ne chercherait qu'à établir la dictature de quelques-uns sur le prolétariat et non la dictature du prolétariat sur la bourgeoisie. Mais la Commune n'a-t-elle été que la dictature de quelques-uns sur le prolétariat ? NON ! Les trotskystes leur emboiteront le pas plus tard, accusant par exemple Marx de n'avoir une appréciation élogieuse de la Commune que par considération de fractions, de faire perdre les partisans de Bakounine en utilisant la popularité de la Commune dans les masses ouvrières, affirmant que les conclusions de Lénine sur l'expérience de la Commune de Paris seraient contraire à la réalité historique, ajoutant que l'Etat « type Commune de Paris » ou « type soviet » ne serait pas une forme politique propre à la dictature du prolétariat… Les socialistes (sociaux démocrates d'aujourd'hui) rejoignant tout ce beau monde pour expliquer, à travers Otto Jenssen en 1931, que la Commune de Paris a été oubliée par tout le monde, étant donné qu'elle a été un épisode isolé qui fut suivi d'une longue époque de lutte de classe organisée avec l'aide de moyens pacifiques et de méthodes nouvelles…

Lénine s'inscrira dans la défense et le développement de l'héritage de Marx. Les chapitres III et IV de « *L'Etat et la révolution* » constituent une analyse complète de la question de l'Etat sous la Commune. Dans sa préface aux lettres de Marx à Kugelmann, Lénine note cette particularité de Marx : « *Marx disait en septembre 1870 que l'insurrection serait une folie. En avril 1871, lorsqu'il vit un mouvement populaire de masse, il le suivit avec l'attention extrême d'un homme qui participe à de grands évènements marquant un progrès du mouvement révolutionnaire historique mondial ».*

Le bris de l'Etat bourgeois et des chaînes du capitalisme

Après la Commune, Marx et Engels « corrigent » le *Manifeste du Parti communiste* : on ne peut pas prendre la machine toute prête de l'Etat, il faut la briser pour en créer une d'un type nouveau.

Pour pérenniser son système d'exploitation inhumain, antisocial, inégalitaire, le capital a donc besoin, au-delà des plumitifs vénaux de la presse aux ordres, des cléricaux et des

idéologues de la bourgeoisie, d'une machine de coercition et de répression, contrôlée par la seule classe capitaliste, exerçant ainsi sa dictature de classe : l'Etat. Sans bris de cet Etat, il n'y a pas d'aboutissement de la révolution, le gouvernement fût-il national, anti-libéral, insoumis, républicain, fraternel ou social, il n'y a pas un Etat sans nature de classe, qui serait neutre et le résultat de rapports de force.

Cela n'aida pas le processus révolutionnaire de la Commune, de refuser de nationaliser la Banque de France et les entreprises industrielles privées (à l'exclusion des entreprises abandonnées), de maintenir la perception de presque tous les anciens impôts, de garder l'ancienne durée de la journée de travail : tout cela montre que la Commune n'a pas réussi à briser les chaines du capitalisme, elle n'a pas réussi à améliorer tant soit peu la situation matérielle et juridique des travailleurs, surtout dans un temps si bref.

Marx et Engels, tirant encore les leçons des défaites du prolétariat français en 1848 et en 1871, ont montré que le passage du capitalisme au socialisme ne peut s'effectuer par changement graduel, par évolution à coups de réformes. L'existence du puissant Etat capitaliste, avec son appareil de répression hypertrophié, montre que le prolétariat ne peut vaincre qu'organisé en Parti communiste et que par une révolution socialiste, brisant l'Etat bourgeois. La révolution victorieuse socialisera les moyens de production, devenus le bien de tous, et créera l'Etat des travailleurs sous direction de la classe ouvrière. Pour lutter jusqu'au bout contre les bourgeois dépossédés, battus mais encore puissants, le prolétariat exerce sa dictature (pouvoir) de classe dans le nouvel Etat, pour la première fois dans l'histoire, le pouvoir d'Etat est au service de la majorité de la population. Le passage au socialisme est impossible sans un certain retour au démocratisme primitif. La démocratie connaît un bond en avant en prenant un caractère populaire. La révolution ouvrière et socialiste n'est pas seulement « nationale » par la forme, Marx et Engels ont montré que les intérêts des ouvriers de tous les pays sont communs, que « l'unité nationale » profite seulement à la bourgeoisie. C'est le fondement de l'internationalisme prolétarien, magnifiquement synthétisé par Marx et Engels : « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* ».

Cette vérité pratique, tellement dérangeante pour le capital et ses plumitifs, n'aura de cesse d'être vidée de son contenu. Les courants opportunistes et révisionnistes, au sein des partis révolutionnaires, prendront le contre-pied des enseignements de Marx, en prônant la transformation pacifique, indolore du capitalisme au socialisme en utilisant la « démocratie » et l'appareil d'Etat du capital (sans analyse de leur fonction de classe), en niant ainsi que la démocratie bourgeoise est en réalité l'expression de la dictature de classe de la bourgeoisie.

Un Parti dirigeant, débarrassé de l'opportunisme et en lutte contre lui

La classe ouvrière a eu tendance, tout d'abord en raison de sa faiblesse numérique, mais aussi de ses illusions démocratiques découlant du caractère radical de la révolution de 1789, à subordonner son action à la bourgeoisie républicaine contre l'aile réactionnaire et monarchiste de la classe capitaliste.

La Commune mesura que seule la classe ouvrière pouvait conduire la révolution sociale, expérience qui rompit et coexista contradictoirement avec l'idée d'un

large camp des « rouges » y compris avec la « bourgeoisie éclairée » contre les blancs monarchistes. Les communards firent appel en vain à la « sagesse » ou au « patriotisme » des Versaillais. La Commune, en instaurant une large démocratie directe du travail, dépassait la délégation de pouvoir et la dépendance à l'égard de certains secteurs bourgeois, prônées par certains membres de la Commune. Fit défaut cependant une analyse matérialiste de la dualité de pouvoir entre Communards et Versaillais, de l'Etat comme organe de domination de classe, mais la pratique communarde dépassait sa théorisation en France. Les leçons de la Commune gardent toute leur actualité et nous considérons son étude comme primordiale pour rompre véritablement avec les défauts historiques du mouvement ouvrier français.

Autre particularité, le marxisme fut introduit plus tardivement que dans les pays voisins. Dans la Commune, le courant marxiste (Guesde, Laffargue) était faible encore à la fin du 19ème siècle. Les courants ouvriers les plus influents restaient sous l'emprise de la petite-bourgeoisie. Et même le courant marxiste de Guesde, par exemple, était marqué par le dogmatisme, l'incompréhension dialectique des luttes. Les déviations étaient donc dès le départ nombreuses, et une déviation de "gauche", chez les anarchistes et les tenants d'une "démocratie directe" à la "sans culottes", rejetait toute alliance de classes, et voyait "l'émancipation sociale" sur le modèle d'une "association libre de producteurs". Ces déviations ont une source matérielle avec un capitalisme monopoliste français qui s'est développé plus tardivement. Les petites entreprises, la petite bourgeoisie et les petits entrepreneurs représentent encore aujourd'hui en France plus de 3,3 millions d'unités (sans compter leurs familles), tout une couche de petits producteurs (bien que beaucoup soient des sous-traitants des monopoles et les autres sur les créneaux que ne veulent pas les monopoles) qui influence idéologiquement même le mouvement ouvrier dominé par le réformisme et le proudhonisme (FI, PCF …). Ce Proudhon politique si actuel symbolise la domination aujourd'hui (mais provisoire) du réformisme sur le marxisme : c'est le crédit populaire, l'utilisation des banques (sans contenu de classe), le bon capitalisme et le mauvais capitalisme, l'idéalisme des bons petits propriétaires producteurs. Les programmes sociaux-réformistes d'aujourd'hui auraient pu être écrits par Proudhon, avec le mauvais capitalisme spéculatif qu'il faut sanctionner et le bon capitalisme productif qu'il faut aider, ou avec l'idée que la banque européenne doit être au service de l'emploi…

Le Parti Communiste Révolutionnaire de France considère que, pour construire un parti communiste de type léniniste, suite à la liquidation du PCF, il faut faire le bilan théorique et pratique du mouvement ouvrier révolutionnaire, mesurer ses apports et ses faiblesses souvent répétées dans l'histoire.

Des déviations légalistes, parlementaristes, chauvines, anarcho-syndicalistes, otzovistes, étapistes… ont surgi à différentes époques, dans le mouvement socialiste puis devenu communiste. L'URCF puis le PCRF ont abouti à la conclusion que la racine politique de ces déviations multiples a sa source dans la non-assimilation ou le rejet de la théorie matérialiste de l'Etat. Nous renvoyons notamment sur ce sujet à notre dernière brochure « *Les voies de la construction du Parti : travail syndical et travail communiste aux entreprises* », qui aborde cette

question.

50 après la Commune, Lénine disait déjà qu'il fallait pratiquer de véritables fouilles pour faire pénétrer dans la conscience des grandes masses un marxisme non déformé ! Dans les notes de 1934 données par Staline, Kirov et Jdanov, à propos d'un plan de manuel d'histoire moderne, la Commune de Paris est caractérisée comme le premier coup porté par le prolétariat au régime capitaliste, à l'Etat bourgeois, et les événements de la guerre franco-prussienne et de la Commune marquent le début de la seconde période de l'histoire moderne (contemporaine, dirions-nous) allant de 1870 à 1918 (la première période contemporaine allant de 1789 à 1870) ; et cette période elle-même y est caractérisée comme « période où commence le déclin du capitalisme » qui termine son élan progressiste de remplacement du féodalisme.

Il faut, selon nous, notamment remonter à la révolution démocratique bourgeoise de 1789 pour découvrir les sources de l'opportunisme en France. Cette révolution, modèle classique des révolutions démocratiques au stade initial du capitalisme, a laissé une empreinte profonde dans le prolétariat et le peuple-travailleur. Cette révolution fut dirigée par un bloc historique populaire regroupant sous la direction de la bourgeoisie, la petite-bourgeoise, la paysannerie, les artisans et les couches moyennes urbaines. Plus que dans les autres Etats capitalistes, la bourgeoisie a toujours recherché des alliances de classes avec les diverses couches de travailleurs. Ainsi, ces couches opposées sur bien des aspects à la politique du capital, en tant que victimes, s'intégraient au système capitaliste, via la « République » et les élections.

Le jacobinisme, le courant le plus radical de la révolution bourgeoise, prônait une démocratie délégataire. Le suffrage universel était conçu par ce courant comme « l'expression de la volonté générale ». Les classes populaires, par ce biais, étaient liées à l'Etat bourgeois, à charge pour elles de « l'investir ».

En effet, le Parlement était considéré comme le lieu du pouvoir. Après la défaite de la révolution communarde et la terrible répression qui suivit, la classe ouvrière affaiblie n'eut longtemps d'autre recours que de voter pour les candidats républicains bourgeois, vus comme « remparts » contre la monarchie.

Le mouvement ouvrier éprouvait des difficultés à acquérir son indépendance politique et vivait une dualité aliénante. En tant que travailleur, il s'opposait à l'Etat bourgeois, en tant que « citoyen », il s'y ralliait. À la fin du 19ème siècle, les premiers socialistes revendiquèrent par exemple un appui à l'Etat bourgeois par l'illusion d'une démarche électorale pour changer de société. Le réformiste Brousse proposait même la conquête du pouvoir par la création de services publics de l'eau, de l'électricité, etc.

La révolution française bourgeoise de 1789, affrontant les diverses coalitions contre-révolutionnaires internationales, favorisa l'identification de l'Etat et de la nation, y compris lorsque cet Etat bourgeois perdit toute capacité révolutionnaire démocratique.

Ne tombons pas dans le piège, au nom de ce reniement démocratique de la bourgeoisie, à vouloir « continuer 1793 », alors qu'aujourd'hui, la classe ouvrière et le peuple-travailleur ont pour tâche, non de substituer une forme d'exploitation à une autre (comme en 1789 avec le capitalisme contre le féodalisme), mais de supprimer toute exploitation, par une révolution socialiste, ce que commença la Commune et que réalisa la grande Révolution socialiste d'Octobre 1917.

Tirer des enseignements de la Commune de Paris mériterait bien plus que ces quelques lignes. Les enseignements des classiques du marxisme-léninisme sur la Commune constituent plus que jamais un héritage précieux à vivifier dans nos conditions actuelles de luttes, afin que le 21ème siècle soit celui de la liquidation de l'impérialisme et l'ère des révolutions prolétariennes victorieuses. La Commune a duré 70 jours ; avec une phase ascendante et une phase descendante, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) a duré 70 ans ; la classe ouvrière mondiale et ses Partis Communistes sont à bonne école !

Vive la Commune, première révolution prolétarienne ! Vive le grand Octobre 1917 socialiste ! Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Pierre Komorov, 18 mars 2021.